

Le Liberia

une singulière histoire

Thierry Paulais

À Vivian

Sommaire

Introduction.15

De la colonie Liberia à l'indépendance

- 1. Les prémices.21
- 2. L'implantation de la colonie Liberia29
- 3. Le Commonwealth du Liberia39
- 4. Vers l'indépendance. 47
- 5. Épilogue.50

La « République noire »

- 1. Les deux premières décennies et la reconnaissance internationale57
- 2. Des élites divisées. 64
- 3. Les premières difficultés économiques et financières 69
- 4. Une société fragmentée71
- 5. La guerre avec les groupes ethniques de la côte 77
- 6. Les conflits frontaliers avec les puissances européennes . . 80
- 7. La *Liberian Frontier Force* et de nouveaux conflits.88
- 8. L'*Indirect Rule* et les difficultés économiques et financières95
- 9. La concession Firestone98
- 10. Marcus Garvey et le mouvement *Back-to-Africa* au Liberia101

Thierry Paulais

Thierry Paulais est économiste et essayiste. Il est spécialisé dans les problématiques du développement en général et de l'Afrique en particulier. Il a acquis une expérience pratique de terrain dans plus de quarante-cinq pays du continent africain et s'est beaucoup investi dans l'analyse des mutations des sociétés africaines.
www.ThierryPaulais.com

11. Le scandale de Fernando Po et l'enquête de la Société des Nations	104
12. La consolidation du pouvoir absolu.	118
13. Épilogue	126

Les occasions manquées :

de la Seconde Guerre mondiale à 1980

1. Le virage de la Seconde Guerre mondiale	137
2. Le régime Tubman.	142
3. L'économie	147
4. Le panafricanisme, la politique extérieure et les États-Unis.	150
5. Une société clivée et à la violence sous-jacente	154
6. Le Liberia secret : Poro et franc-maçonnerie.	158
7. La transition Tolbert	163
8. L'économie dans la décennie Tolbert	166
9. La question foncière.	170
10. Les évolutions et les succès de la politique extérieure. . .	173
11. Le délitement de la situation intérieure pour le régime. .	175
12. Des émeutes, un sommet de l'OUA et un coup d'État. .	179
13. Épilogue	183

La rupture et les guerres civiles

1. La rupture et les premières années du sergent Doe	187
2. La présidence Doe	202
3. L'émergence de Charles Taylor.	206
4. La guerre civile, phase un.	212
5. Les combats de Monrovia et les élections	232

6. La présidence Taylor et la guerre civile, phase deux	235
7. Les guerres de Monrovia et la chute de Taylor	242
8. De l'après-Taylor aux élections de 2005	246
9. Les deux mandats Sirleaf et la crise Ebola	250
10. Épilogue.	256

Conclusion.	267
----------------------------	------------

Bibliographie	275
--------------------------------	------------

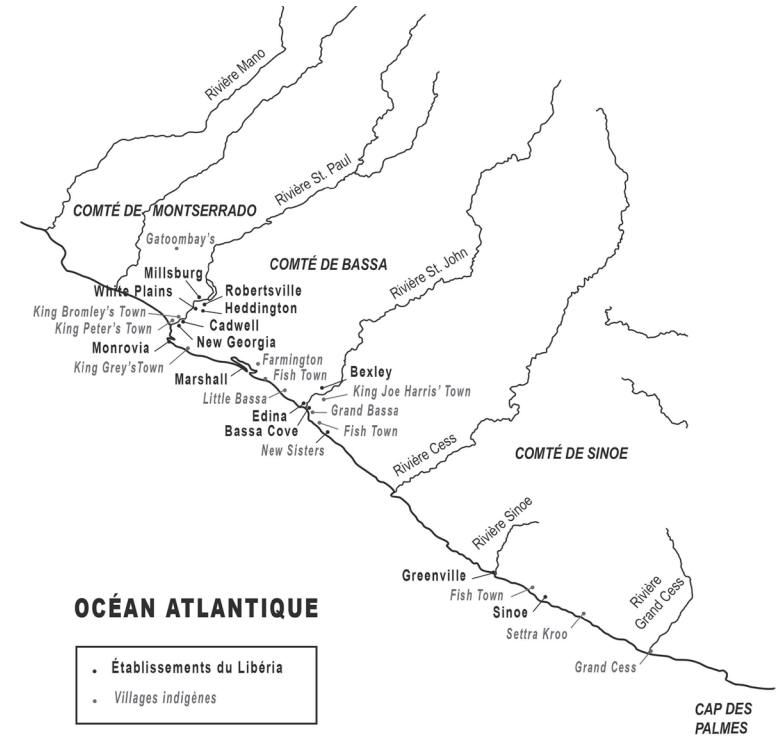
Annexe

Liste des agents de la colonie du Liberia, des gouverneurs du Commonwealth du Liberia et des présidents de la République du Liberia (1820-2018)	293
---	-----

Le Liberia dans le monde atlantique



Les établissements de la colonie Liberia



Sources : d'après Dunn, Elwood D., Amos J. Beyan, Carl P. Burrowes, Historical Dictionary of Liberia, Dictionaries Series n° 83, Scarecrow press Inc, Lanham MD, 2011 et Levitt, Jeremy I., The Evolution of Deadly Conflict in Liberia. From 'Paternalitarianism' to State Collapse, Carolina Academic Press, Durham NC, 2005.

Le Liberia dans son environnement régional



Principaux groupes ethniques et linguistiques du Liberia



Sources : d'après Dunn, Elwood D., Amos J. Beyan, Carl P. Burrowes, Historical Dictionary of Liberia, Dictionaries Series n° 83, Scarecrow press Inc, Lanham MD, 2011 et Levitt, Jeremy I., The Evolution of Deadly Conflict in Liberia. From 'Paternalitarianism' to State Collapse, Carolina Academic Press, Durham NC, 2005.

Carte du Liberia contemporain



Introduction

Pourquoi s'intéresser au Liberia ? En quoi l'histoire de ce pays d'Afrique de l'Ouest, d'une taille relativement modeste avec une superficie d'environ 100 000 km² en majorité recouverts par la forêt tropicale et une population de 4 millions d'habitants présente-t-elle un intérêt particulier ?

C'est dans le nom de Liberia lui-même que réside peut-être la première réponse : ce nom renvoie aux débats du siècle des Lumières et aux combats pour l'abolition de l'esclavage. Or il semble qu'aujourd'hui cette racine soit souvent à peine identifiée : on peut avoir confusément perçu que le Liberia est nommé en référence à la liberté (comme le sont d'ailleurs en Afrique les villes de Freetown en Sierra Leone et de Libreville au Gabon) sans en appréhender pleinement le sens ou la signification historique.

Le Liberia est à l'origine une colonie créée en 1822 par une société philanthropique américaine avec l'objectif d'accueillir des esclaves libérés et de diffuser le christianisme sur le continent africain. Cette colonie est devenue État indépendant en 1847. Les colons, d'abord confrontés à de grandes difficultés, instaurèrent un système inique vis-à-vis des autochtones au point d'être accusés d'esclavage par la Société des Nations qui diligenta une enquête internationale en 1930... L'arrivée des forces américaines du fait de la Seconde Guerre mondiale aida le Liberia à surpasser cet épisode et ses fragilités politiques et économiques.

L'après-guerre apporta une relative stabilité et de la croissance, mais dans un régime autocratique et sans redistribution. En 1980, un coup d'État mené par un groupe de jeunes militaires, emmené par le sergent Doe, renversa le régime des descendants des colons afro-américains. Le gouvernement du sergent Doe, en dépit du soutien des États-Unis, dérivait rapidement vers le despotisme et une gestion ethnique des affaires. En 1989, un groupe armé conduit par l'américano-libérien Charles Taylor envahit le pays depuis la Côte d'Ivoire afin de renverser le régime Doe. Les guerres civiles successives qui suivirent entraînèrent la Sierra Leone voisine dans la tourmente. La cruauté des combats sidéra les observateurs occidentaux et plongea l'ensemble régional dans ce qui a pu être qualifié d'hyperviolence. En 2003, à l'issue d'un processus d'autodestruction qui dura vingt ans et lorsqu'une transition politique put enfin être instaurée par les Nations unies, l'État et le pays étaient entièrement à reconstruire.

L'histoire du Liberia est unique, singulière. Cette histoire est peu connue, voire méconnue en Europe. Le premier objet de ce livre est donc d'en proposer une synthèse. Il s'agit notamment de combler un manque dans le corpus historique en langue française.

Au-delà de l'exposé des faits, le livre en propose une lecture analytique. En combinant historiographie, sociologie et économie du développement, il cherche en particulier des réponses à la question qui ne peut qu'interpeller les africanistes et les spécialistes du développement : comment un pays né *a priori* sous d'aussi bons auspices, dans le cadre d'aussi bonnes intentions apparentes, doté de cadres plutôt bien formés, resté toujours indépendant, soutenu par les États-Unis, a-t-il pu échouer de façon aussi dramatique et aussi radicale ? Quel enchaînement fatal peut expliquer un tel désastre ?

Des réponses différentes à ces interrogations ont été apportées à différentes étapes de l'histoire du pays, par ses dirigeants et

son personnel politique d'une part, des historiens, politologues, économistes, chercheurs ou experts de nombreuses disciplines d'autre part... Les plus significatives de ces différentes analyses, d'ensemble ou sur des points particuliers, sont mentionnées dans le texte. Elles sont diverses, divergentes et ont parfois donné lieu à des polémiques violentes. Ce livre cherche à tracer un fil rouge au milieu d'un ensemble de faits foisonnants et d'un grand nombre d'explications souvent contradictoires ou antagonistes, d'un ensemble d'arguments fondés sur des approches confessionnelles ou idéologiques.

Car c'est une des particularités du Liberia tout au long de son histoire d'avoir donné lieu à une rhétorique débridée, à des campagnes de promotion publicitaire, d'avoir été instrumentalisé par des causes diverses et opposées, d'avoir connu de véritables « guerres de narration » menées de façon délibérée, voire cynique. Les historiens du marketing font souvent remonter l'invention du « marketing politique » à la campagne d'Égypte de Bonaparte. La création du Liberia s'y prêterait également.

Dans cette quête de ligne directrice, on a été conduit à aborder, en plus des faits historiques, des thèmes comme les premiers contacts entre les Africains de la côte avec les navigateurs et commerçants européens, la colonisation et les droits des peuples, le travail forcé. L'histoire du Liberia renvoie en effet à l'idée de Terre promise, au mouvement *Back-to-Africa* des Afro-Américains, aux *Atlantic Studies* et au *Black Atlantic*, à l'histoire du panafricanisme, à la permanence des sociétés secrètes initiatiques de l'Afrique de la forêt. Cette histoire conduit à s'interroger sur les extraordinaires mutations que connaissent les sociétés africaines, sur l'économie du développement et la question des États dits post-conflits confrontés aux conséquences de guerres civiles longues, de massacres de masse et de l'hyperviolence.

Ce livre, qui change d'échelle (locale, régionale, transcontinentale) autant que de besoin, évoque en passant les figures de grands personnages : des marins comme le Chevalier des Marchais ; des explorateurs comme le capitaine d'Ollone et George L. Seymour ; des intellectuels de la cause noire comme Edward W. Blyden (considéré comme un des fondateurs du panafricanisme), des écrivains comme Graham Greene (qui a parcouru le Liberia à pied comme Gide a fait le voyage au Congo) et George Schuyler (un Afro-Américain auteur d'un livre critique sur le Liberia controversé dans sa communauté) ; des hommes devenus mythiques comme Marcus Garvey (le créateur de la Black Star Line, célébré plus tard par des stars du reggae) ou sinistrement célèbres pour leurs crimes de guerre, comme Charles Taylor, Prince Johnson et quelques autres ; et enfin les deux lauréates du prix Nobel de la paix Leymah Gbowee et Ellen Johnson Sirleaf (devenue présidente du Liberia à l'issue des élections de 2005).

Ces élections de 2005 ont marqué pour le Liberia l'entrée dans une nouvelle ère de son histoire. La présidence de Madame Sirleaf a engagé le long processus de reconstruction sur les plans physiques, économiques, financiers et institutionnels. Malheureusement son second mandat fut affecté par la crise Ebola, qui fit 4 600 morts et impacta lourdement la société et l'économie du pays. L'ouvrage se termine aux élections de 2017 qui virent la victoire de George Weah.

L'auteur a bénéficié pour écrire ce livre des facilités que lui a offert un long séjour à Washington et l'accès à ses bibliothèques. Les archives libériennes ayant été détruites ou dispersées pendant les guerres, le fonds documentaire le plus important sur le Liberia se trouve aux États-Unis¹. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que les sources deviennent abondantes, se diversifient pour ce qui est des champs disciplinaires et sont plus facilement consultables *via* Internet.

1. Et notamment dans les *Liberian Collections* de l'Indiana University à Bloomington.

Terminons sur les questions de vocabulaire et de terminologie. Pour éviter tout malentendu, il faut préciser que le vocabulaire utilisé dans les citations doit être replacé dans son contexte historique. Des termes comme *Negro*, *Mulatto*, *Colored*, etc., ou comme nègre, traite négrière, négrier, mulâtre, etc., que l'on trouve dans des extraits de documents, paraissent inappropriés aux lecteurs d'aujourd'hui, mais étaient familiers à ceux du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Les citations ont été retranscrites telles qu'elles figurent dans les textes originaux.

Par ailleurs il faut souligner que le sens de certains mots évolue au fil du temps. C'est le cas en particulier de colonie. Au XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, une colonie est un établissement (*settlement*) créé par des migrants appelés colons (*settlers*) pour exploiter une terre. Ce n'est que dans le courant du XIX^e siècle que le mot a pris son sens actuel de territoire étranger placé sous la dépendance d'un État. Le terme de colonisation a suivi la même évolution. Ce glissement de sens peut créer des incompréhensions. L'auteur s'est efforcé de préciser dans quelle acception du terme il utilisait le mot quand il pouvait y avoir ambiguïté.

Enfin, pour ce qui est des ethnies ou groupes ethniques, notions susceptibles de faire l'objet de débats¹, l'ouvrage s'est strictement conformé aux dénominations et usages officiels actuels de la République du Liberia. Il est parfois mentionné quelques sous-groupes lorsque ça l'était par certaines sources et nécessaire à la compréhension des événements². Pour ce qui est de l'orthographe des noms propres ou de lieux, le *Dictionnaire historique du Liberia* a fait foi³.

1. Voir notamment Amselle, Jean-Loup & Elikia M'Bokolo (dir.) : *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, La Découverte, Paris, 1985, ainsi que deux recensions de cet ouvrage, celle de Jean Copans dans *Anthropologie et sociétés*, volume 11, numéro 2, 1987, p. 160-163 et celle de François Verdeaux dans *Politique africaine*, numéro 26, 1987, p. 115-121.

2. Les documents officiels libériens font état de seize groupes ethniques (voir carte page 13) plus le groupe des Américano-Libériens. Les travaux de beaucoup d'analyses font état d'un certain nombre de sous-groupes.

3. Dunn, Elwood D., Amos J. Beyan, Carl P. Burrowes, *Historical Dictionary of Liberia*, Dictionaries Series n° 83, Scarecrow press Inc, Lanham MD, 2011.

De la colonie Liberia à l'indépendance

1. Les prémices

On l'a mentionné dans l'introduction, la création du Liberia ne peut s'appréhender que dans le contexte idéologique et politique de la fin du XVIII^e siècle aux États-Unis et de l'intense débat sur la question de l'esclavage et de la liberté qui s'est déroulé des deux côtés de l'Atlantique. Présenter ce contexte sans sa globalité dépasse l'objet de ce livre. Il paraît toutefois judicieux de mentionner deux éléments qui, quoique de nature différente, ont eu un effet probablement déterminant dans la décision de créer cette colonie. Le premier est un texte relativement méconnu de Thomas Jefferson, dans lequel il expose un plan pour faire partir les noirs hors d'Amérique après les avoir libérés et pour les remplacer par des migrants blancs¹ ; le second est l'implantation en 1787 par des organisations anglaises chrétiennes et caritatives de la *Province of Freedom* (qui deviendra la Sierra Leone) pour installer d'anciens esclaves sur la côte ouest de l'Afrique, qui a directement inspiré les porteurs du projet Liberia².

En Virginie, dans l'année 1800, une rébellion d'esclaves a été déjouée au dernier moment. Son meneur, Gabriel Prosser, avait préparé méthodiquement un mouvement de grande ampleur qui

1. Notes sur l'État de Virginie, écrit en 1781, publié en 1785 anonymement et en anglais, puis réédité huit fois avant 1800.

2. La reprise en 1808 par la Couronne de cette colonie d'initiative privée après qu'elle ait échoué semble par ailleurs avoir été le déclencheur du mouvement général de partition de l'Afrique par les puissances européennes.

devait prendre possession de Richmond, la capitale de l'État. Cette alerte, la révolte couronnée de succès des esclaves de Saint-Domingue, et finalement la proclamation de la République d'Haïti en 1804 renforcèrent l'inquiétude des hommes politiques face aux menaces que portait à leurs yeux la population noire. L'idée de créer un établissement américain pour accueillir les esclaves libérés a été relancée. L'exemple de la colonie de Sierra Leone a conforté beaucoup d'Américains que l'option du renvoi à l'étranger qu'avait promue Jefferson était faisable. Un partisan convaincu de cette idée est l'armateur quaker noir Paul Cuffee, du Massachusetts, qui s'est rendu lui-même en Afrique et a assuré sur ses bateaux des passages gratuits pour des noirs. Il collecte des fonds pour la Sierra Leone, et milite pour une déclinaison américaine du même projet. Il est en contact avec les mouvements abolitionnistes chrétiens qui commencent aussi à faire la promotion d'un mouvement privé en faveur d'une colonie pour les noirs¹. Une des figures des mouvements, Robert Finley, est créditée d'avoir présidé à Princeton la première réunion appelant à la création d'une colonie à cet effet en Afrique. Il faut mentionner que l'idée ne remportait pas un succès sans partage dans la population noire. Des voix faisaient remarquer qu'ils étaient chez eux aux États-Unis et que la cause à défendre était celle de l'abolition, par celle du retour en Afrique. Ils voyaient un risque que l'engagement à émigrer devienne une condition pour obtenir l'émancipation².

Au lendemain de la seconde guerre anglo-américaine de 1812, un groupe de personnes représentant des groupes d'intérêts distincts et opposés – hommes politiques, propriétaires d'esclaves et leurs représentants, Églises et abolitionnistes – ont trouvé un terrain d'entente pour lancer un projet américain de relocalisation de noirs libres.

Ce qu'avaient en commun les fondateurs, c'était d'être des blancs de l'élite sociale et intellectuelle. Au cours de la première réunion, en 1816, il y avait le juge Washington, neveu de George Washington, Andrew Jackson, le héros de la guerre de 1812 et futur président, des sénateurs comme Daniel Webster et Henry Clay, des personnalités comme Francis Scott Key¹, plus Robert Finley et des membres des Églises presbytérienne, évangéliste, épiscopale. La réunion était présidée par Henry Clay, grand orateur, propriétaire d'esclaves et raciste tendance paternaliste affichée. Une semaine plus tard, l'*American Society for Colonizing Free People of Color*, ou *American Colonization Society*, était fondée.

Le but premier de la Société est donc bien d'évacuer du territoire américain les noirs libres, qui représentent un danger pour la société. Cet objectif et l'alliance avec les Églises qui veulent diffuser la foi chrétienne dans le continent africain grâce à un clergé noir formé à cet effet, font de ce projet le décalque de celui de la *Sierra Leone Company*. Les propriétaires d'esclaves partageaient ces préoccupations sécuritaires, et en même temps voyaient une perspective de sécuriser l'esclavagisme en éloignant les noirs libres et de faire augmenter la valeur de leurs esclaves. En somme, la Société se présentait comme un instrument de propagation de la foi à caractère humanitaire au Nord, et un moyen de pérenniser l'esclavage au Sud.

Thomas Jefferson, qui était à cette date retiré de la vie publique, sollicita le tout récemment élu président James Monroe pour qu'il appuie la démarche de la Société. Bushrod Washington, qui est le président de la Société, profite de son statut de juge associé à la Cour suprême pour faire remonter au Congrès une demande de financement pour le projet. Il demandait que le Congrès permette d'acheter un « territoire assez grand pour accueillir la totalité des

1. Ces mouvements débouchèrent sur la création en 1816 de l'*American Bible Society*.

2. C'est effectivement ce qui arriva dans un certain nombre de cas dans les États du Sud.

1. L'auteur de l'hymne national des États-Unis, *The Star-Spangled Banner*.

noirs »¹, ce qui résonnait en écho de l'idée initiale de Jefferson d'une déportation globale progressive, même si ce n'était pas l'objectif de la société. La Société, fondée sur une approche philanthropique, devint à partir de ce moment un enjeu politique.

Personne à ce stade ne doutait qu'il soit opportun et facile de créer un établissement en Afrique. La méconnaissance du continent était complète. Que l'Afrique soit composée d'ensembles culturels différents était ignoré de la grande majorité. Les abolitionnistes noirs partisans du retour vivaient eux-mêmes dans cette perception de l'Afrique comme une entité homogène, et entretenaient la confusion en parlant de retourner dans leur « patrie », alors que leurs ancêtres étaient originaires de parties d'Afrique séparées par des milliers de kilomètres et d'identités culturelles et linguistiques distinctes.

Alexis de Tocqueville lui-même ne semble pas s'être interrogé sur ces sujets. Il a salué la portée symbolique de l'idée de création du Liberia : « Voilà à coup sûr un étrange jeu de la fortune ! Deux siècles ne se sont pas écoulés depuis le jour où l'habitant de l'Europe entreprit d'enlever les nègres à leur famille et à leur pays (...) Aujourd'hui on rencontre l'Européen occupé à charrier de nouveau à travers l'océan Atlantique les descendants de ces mêmes nègres (...). Il y a donc une belle et grande idée dans la fondation de Liberia. » Il soulignait surtout que cette colonie ne résolvait rien de la question noire en Amérique : « Mais cette idée, qui peut devenir si féconde pour l'Ancien Monde, est stérile pour le nouveau. En douze ans la société de colonisation des noirs a transporté en Afrique deux cent mille cinq cents nègres. Pendant le même espace de temps, il en naissait environ sept cent mille dans les États-Unis. »²

1. Cité dans : Wilson, Charles M., *Liberia: Black Africa in Microcosm*, Harper & Row, New-York, 1971, p. 11. Déclaration de Thomas Clarkson. Cité dans : Clifford, Mary Louise, *From Slavery to Freetown. Black Loyalists After the American Revolution*, McFarland, Jefferson NC, 1999, p. 107.

2. Tocqueville, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, 1835, Robert Laffont, Paris, 1986, p. 332-333.

Quant à savoir s'il était légitime de créer un établissement sur un territoire déjà occupé par des habitants, il est probable que personne ne se soit posé la question. Parmi les fondateurs de l'*American Colonization Society*, Andrew Jackson deviendra le champion de la déportation des Indiens, le thème central de la campagne électorale qui lui fera accéder à la Présidence. Il est à l'origine de l'*Indian Removal Act*¹. La notion de droit des autochtones lui était absolument étrangère, et c'était le cas de la majeure partie de la classe politique américaine, pénétrée de l'idéologie de la *Manifest Destiny*².

La Société envoya deux représentants, Samuel J. Mills, qui était pasteur, et Ebenezer Burgess, qui était professeur de mathématiques, en reconnaissance pour identifier un site. Après un passage à Londres où ils furent reçus par le Secrétaire aux Colonies, ils arrivèrent en Sierra Leone. Ils furent bien reçus, mais il leur fut dit clairement que l'implantation d'une colonie étrangère à proximité n'était pas envisageable. Ils affrétèrent un bateau pour explorer la côte sud, et allèrent île jusqu'à l'île de Sherbro³. Ils tentèrent là de négocier un accord avec les autochtones en vue d'une « vente » de terrain. Les discussions se passaient par le truchement d'un dénommé John Kizell, qui avait été lui-même esclave en Amérique⁴. Plusieurs autorités étaient impliquées. Un des rois consultés demanda ingénument ce qui se passerait si tous les noirs des États-Unis venaient à Sherbro... Kizell, qui voyait probablement une opportunité pour lui dans l'arrivée de colons, encourageait les Américains à poursuivre. Le révérend chantait des cantiques tous les matins pour l'édification des autochtones.

1. Qu'il présenta en tant que Président au Sénat en 1830. Rappelons que cette loi autorisait la déportation des Amérindiens vivants à l'Est du Mississippi pour s'emparer de leurs terres. Elle a été mise en œuvre par l'armée et a occasionné des milliers de morts au long des parcours que les déportés devaient faire à marche forcée.

2. La « destinée manifeste » est une idéologie selon laquelle la nation américaine a comme mission divine de répandre la civilisation.

3. L'île de Sherbro est dans la Sierra Leone actuelle, à environ cent kilomètres de Freetown et au tant de la frontière avec le Liberia.

4. Journal de Mills, cité dans : West Richard, *Back to Africa...*, op. cit., p. 103-104.

Ni lui, ni Burgess n'avait l'expérience de telles négociations ni la moindre connaissance des sociétés africaines. Au bout d'un mois, ils rembarquèrent pour Freetown, sans avoir d'accord, mais convaincu que l'île était un site idéal, que la terre y était fertile, le climat sain, et les autochtones bien disposés. Ils embarquèrent ensuite pour le retour. Mills, malade, est mort pendant la traversée et son corps a été immergé¹. De retour Burgess fit un rapport positif sur leur mission et sur Sherbro.

L'élément décisif dans la décision du Président Monroe d'appuyer le projet de la Société est lié à une nouvelle loi passée par le congrès en 1819. Cette loi, qui complète le *Slave Trade Act* de 1807 (entré en vigueur en 1808) interdisant la traite, autorise l'US Navy à saisir les bateaux contrevenants. La question des « recapturés² » se pose donc dans les mêmes termes qu'elle se pose aux autres nations combattant la traite illégale, l'Angleterre et la France. Ces deux pays débarquent les recapturés dans leurs établissements africains, respectivement Sierra Leone et Sénégal, ou ailleurs³. Il fallait aux États-Unis un endroit pour installer les recapturés, et il ne fallait pas que ce soit sur le territoire national. Le projet de la Société répondait à ce besoin. Le Congrès alloua un financement pour répondre à cet objectif⁴.

L'*American Colonization Society* s'est vue ainsi garantir par le gouvernement une aide politique et économique pour son projet de colonie (au sens du XVIII^e siècle). Cette aide est définie comme « limitée », parce que la colonie devait rester une initiative privée et non une action de l'État américain. Cette décision inaugurerait

1. Le révérend Mills a ainsi ouvert l'interminable liste des victimes de fièvres qu'allait compter la colonie.

2. Les termes *recaptives* ou *re-captured* désignaient les captifs et futurs esclaves repris à un négrier arraisonné.

3. On fait allusion ici à la création en 1849 d'une « ville libre » en Afrique centrale (Libreville, capitale de l'actuel Gabon) par le Commandant Bouët avec les captifs libérés d'un bateau qu'il avait arraisonné.

4. Huberich, Charles H., *The Political and Legislative History of Liberia*, Central Book Company, New York, 1947, p. 70. Cité par Levitt, Jeremy I., *The Evolution of Deadly Conflict in Liberia*, Carolina Academic Press, Durham NC, 2005, p.34.

un positionnement qui n'a jamais été remis en cause : les États-Unis fournirent toujours une aide « limitée » à la colonie (puis, comme on le verra plus loin, à l'État), mais cette aide sera à plusieurs reprises décisive et déterminante.

Pour Monroe c'était une solution optimale, qui permettait d'une part de faire partir du territoire les noirs libres fauteurs de troubles potentiels et les recapturés, qu'ils soient déjà installés sur le territoire ou saisis en mer. Concrètement cela signifiait que le gouvernement allait positionner des agents chargés de s'occuper de la réinstallation des recapturés dans la colonie, mais que ces agents n'interféreraient pas avec l'administration de la colonie et ne rendraient compte qu'à leur hiérarchie.

C'est donc bien la Société qui gère la colonie. Cette Société fondée par des propriétaires d'esclaves a exporté sa culture autoritaire et paternaliste. Ladite culture, relayée par les Églises, s'est diffusée dans toutes les règles, institutions, traditions et système de valeur de la société, et dans une certaine mesure a perduré jusqu'à la période contemporaine.

Les deux agents recrutés par la Société, Samuel Bacon, un prêtre de l'Église épiscopale et membre de la *Bible Society*, et Samuel Crozer, pour diriger sur place l'implantation de la colonie reçurent des instructions et une « Constitution¹ » qui devait régler la vie économique et sociopolitique de la colonie. Dans les termes de cette constitution, les colons ne bénéficiaient pas des droits des citoyens américains sur les plans politique et législatif, qui restaient du ressort de l'administration.

Le 31 janvier 1820, un navire affrété par la Société, l'*Elisabeth*, appareillait de New York pour Freetown. À son bord, Bacon, Crozer et 88 libérés. L'*Elisabeth* était escortée par un bâtiment de l'US Navy, le *Cyane*. Les colons embarqués avaient été sélectionnés par la Société qui s'était assuré qu'ils partageaient les valeurs

1. ACS Board of Managers Constitution of the Government of the African Settlement, 1820.

de la colonie et qu'ils marquaient leur accord sur les règles édictées pour le fonctionnement de celle-ci. Une partie d'entre eux avaient été émancipés sous réserve de leur départ effectif.

Après la traversée, le *Cyane* étant appelé à une autre mission, l'*Elisabeth* appareilla seule pour l'île de Sherbro. Les colons retrouvèrent Kizell, qui avaient préparé un campement pour eux. Les colons entreprirent de débarquer leurs biens, ce qui nécessitait d'interminables navettes en canot. Pendant ces opérations, Crozer tentait de négocier l'acquisition d'un terrain. Il se heurtait à des refus obstinés. Au bout de deux semaines, il apparut que l'île était des plus malsaines, couverte de marais et qu'il aurait fallu aller chercher l'eau sur le continent. Les colons tombaient malades les uns après les autres. Crozer mourut, puis Bacon. La poignée de survivants parvint à se réfugier à Freetown à l'invite des autorités anglaises et avec l'aide du *Cyane*, opportunément passé par là à l'issue de sa mission. Le premier établissement de l'*American Colonization Society* avait tourné au désastre en deux mois.

Deux ans après le départ de l'*Elisabeth* de New York, la Société n'avait toujours pas de colonie, et, plus décisif, les États-Unis n'avaient toujours pas de destination pour installer les recapturés. Le Président Monroe reprit la main à la fin de l'année 1821 et envoya un nouveau groupe composé de quatre agents blancs et trente-trois esclaves libérés, pour créer une nouvelle colonie, où que ce soit pourvu que ce ne soit pas sur Sherbro. Arrivé à Freetown, le petit groupe se prépara à remplir cet objectif. Un site avait en fait déjà été identifié après le désastre de Sherbro par l'officier de marine Matthew Perry, commandant du *Cyane*. Pendant le temps passé à Freetown, deux des agents blancs moururent de fièvre, un troisième préféra rentrer. Le commandement de l'expédition a alors été confié à la Navy. La Société était provisoirement dessaisie, les hommes d'Église étaient remplacés par les militaires.

Deux hommes étaient chargés de l'expédition : Ali Ayres, chirurgien de marine, envoyé personnel du Président Monroe, et le capitaine Stockton, commandant l'*Alligator*, le navire de la marine américaine mobilisé pour l'occasion. L'objectif était le Cap Mesurado, le site repéré par Perry.

2. L'implantation de la colonie Liberia

Le cap, la rivière Mesurado et ses environs étaient connus de longue date par les Européens. Les premiers à être arrivés jusqu'à cette côte seraient des navigateurs normands. Ils auraient fondé un petit établissement dans la baie du Cap Mount, qui se serait appelé « Petit-Dieppe ». Les faits sont plausibles, mais il n'existe pas de journal de bord les certifiant¹. Le premier texte est celui de Pedro de Sintra qui atteignit le cap en 1460 (la même année que la Sierra Leone) : « Au-delà du cap de la Montagne (actuel *Cape Mount*) la plage continue pendant environ 60 miles ; on tombe alors sur un autre petit cap, peu élevé, sur lequel se dresse un monticule, qu'ils appelèrent Cap Mesurado »² (*mesurado* signifiant mesuré, modéré). L'endroit a été ensuite fréquenté régulièrement : il est fait mention de Mesurado dans beaucoup de journaux de voyageurs et de navigateurs. Ce cap est au cœur de la côte « des graines » : « La côte du grain a pris ce nom de la graine de paradis qui y vient fort bien³ ». Cette graine de paradis, c'est la maniguette (ou malaguette), qui a longtemps concurrencé le vrai poivre des îles sur les marchés d'Europe.

Le Français Chevalier des Marchais, qui a fait escale plusieurs fois à Mesurado, affirmait qu'il avait trouvé là la confirmation du passage ancien des Normands. Il avait de bonnes relations avec les autochtones et il ne tarissait pas d'éloges sur leurs qualités

1. Voir : Binger, Louis-Gustave, *Considérations sur la priorité des découvertes maritimes sur la côte occidentale d'Afrique au XIV^e et XV^e siècle*, Renseignements coloniaux, 4, 5 et 6, avril, mai, juin 1904.

2. Les navigations de Pedro de Sintra, dans Da Mosto, Alvise, *Voyages en Afrique noire (1455-1456)*, suivi de : *Les navigations du portugais Pedro de Sintra*, Chandeigne/Unesco Paris, 2003, p. 122.

3. Dapper, Olfert, *Description de l'Afrique*, Amsterdam, 1686, p. 251.